

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre, à dix neuf heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme Sophie MÉTADIER, Maire.

**Date de convocation :**

**Le 10 décembre 2014**

**Date d'affichage :**

**Le 11 décembre 2014**

**Nombre de conseillers :**

En exercice : **19**  
Présents : **15**  
Votants : **17**  
Quorum : **09**

**Étaient présents :**

Mme Sophie MÉTADIER, M. Philippe MÉREAU, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Gaëlle JAN, M. Jérôme TARNIER, Mme Michèle GRATADE, M. Dominique BERTHAULT, Mme Anne LEGER, M. Thierry HÉRAULT, Mme Nicole MARCHAIS, Mme Nathalie MARQUENET, M. François VERDIER-PINARD, Mme Mireille PENISSARD, M. Alain DUMONT, Mme Aurélie PÉRINET.

**Absents excusés :**

Mme Michelle COURNARIE (pouvoir à Mme Dominique BOUC), M. John COURMADIAS (pouvoir à Mme Sophie MÉTADIER), M. Joël ANTIER (pouvoir à M. Jérôme TARNIER), Mme Dominique BOUC.

M. Philippe MÉREAU est élu secrétaire.

Compte-rendu du conseil municipal du 24 novembre 2014 :

M. DUMONT et Mme PENISSARD font part de leur désaccord quant à l'absence de mentions de leurs interventions sur le choix du locataire du Presbytère et souhaitent que cela ne se renouvelle pas.

Leurs observations portaient sur :

- Le faible nombre de candidats,
- Les montants des réductions de loyer,
- La baisse des subventions allouées,
- La privatisation d'une partie du Presbytère pour le logement de la locataire,
- Les économies à prévoir pour financer la baisse des subventions,
- La possibilité de tarifs préférentiels pour les Bellilociens (non prévue).

M. DUMONT pense qu'il n'est pas normal que les comptes-rendus soient diffusés avant l'accord du Conseil Municipal.

Mme le Maire rappelle que l'approbation du compte-rendu se fait au cours du Conseil Municipal suivant.

Le compte-rendu du conseil municipal du 24 novembre 2014 est approuvé à l'unanimité.

**DCM 2014-122. CHOIX DU MAÎTRE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX DE VOIRIE RUE BRÛLÉE.**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'une consultation a eu lieu pour la maîtrise d'œuvre des travaux de la rue Brûlée. 3 entreprises ont été consultées. Par courriel du 4 décembre 2014 URBAN'ISM a informé la mairie qu'ils ne souhaitent pas candidater. Seule la SCP LECOUTEUX-BRANLY-LACAZE a présenté une offre.

L'analyse de l'offre a été réalisée avec l'aide de l'ADAC. L'offre du cabinet LECOUTEUX - BRANLY - LACAZE est conforme au cahier des charges et est la mieux disante au regard des critères de sélection (unique offre).

Mme le Maire propose de retenir l'offre de la SCP LECOUTEUX-BRANLY-LACAZE pour un montant de 5 966 € HT soit 7 159.92 € TTC. La commission Bâtiments, voirie qui s'est réunie le 15 décembre 2014 a donné un avis favorable.

*M. VERDIER-PINARD demande à être informé du projet d'aménagement. Mme le Maire répond que les élus seront associés au projet qui sera présenté aux riverains et aux habitants dès que possible.*

*M. DUMONT demande que des panneaux d'information soient installés lors des travaux.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Retient, pour la maîtrise d'œuvre des travaux de réfection de la rue Brûlée, l'offre de la SCP LECOUTEUX-BRANLY-LACAZE pour un montant de 5 966 € HT soit 7 159.92 € TTC.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

#### DCM 2014-123. MODIFICATIONS DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE D'INDRE-ET-LOIRE.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le Comité syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (SIEIL) a approuvé par délibération du 17 octobre 2014 des modifications de ses statuts qui portent notamment sur :

- L'ouverture à l'adhésion des communautés de communes aux compétences à la carte du SIEIL,
- La validation d'une compétence « bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides »,
- La validation de la compétence « communications électroniques » complétée afin d'accompagner les communes dans les projets de déploiement proposés par le syndicat mixte ouvert créé par le Conseil général d'Indre-et-Loire, en coordination de travaux.

En application de l'article L 5211-20 du Code général des collectivités territoriales, chaque adhérent au SIEIL doit se prononcer sur l'adoption de ces nouveaux statuts du SIEIL.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la modification de ces statuts.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Approuve la modification des statuts du SIEIL tels qu'annexés à la présente délibération.
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier

#### DCM2014-124. EMBAUCHE D'UN SALARIE EN CONTRAT D'AIDE A L'EMPLOI.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que pour la délibération du Conseil Municipal du 2 juillet 2014 il a créé un poste d'agent polyvalent pour l'entretien des locaux communaux et l'aide au service à la cantine scolaire. La collaboration avec l'agent en emploi d'avenir prenant fin, il est nécessaire d'embaucher un nouvel agent.

Mme Le Maire propose au Conseil Municipal d'embaucher un agent en Contrat d'Aide à l'Emploi pour 35/35° annualisé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour une durée d'une année renouvelable.

La Commission du Personnel du 9 décembre 2014 a donné un avis favorable à cette embauche.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Donne son accord pour embaucher à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une durée d'une année renouvelable pour 35/35° annualisé, un agent polyvalent pour l'entretien des locaux et pour l'aide au service à la cantine.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

#### DCM2014-125. DECISIONS MODIFICATIVES.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que des décisions modificatives sont nécessaires pour :

- Augmenter la dotation du fond d'acquisition des livres pour la bibliothèque.
- Créer une imputation « 215618 » et la créditer dans le programme « voirie divers » afin de procéder à l'entretien de bornes incendies Petite rue des Crèmes.
- Créditer l'opération « 125-Aménagement Mairie » suite aux décisions modificatives du 24 novembre 2014.

Mme Le Maire propose au Conseil Municipal de procéder aux modifications énoncées dans le tableau ci-dessous :

Programme	Libellé programme	Articles	Dépenses
174	Bibliothèque	2188	+5550 euros
127	Eglise	21318	-5550 euros
125	Aménagement Mairie	2184	+18,68 euros
127	Eglise	21318	-18,68 euros
92	Voirie divers	215618	+2750 euros
183	Rue de la Charbonnerie	2152	-2750 euros



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Approuve la création de l'imputation « 215618 » dans le programme « voirie divers ».
- Approuve les modifications énoncées dans le tableau ci-dessus.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

#### **DCM2014-126. REMBOURSEMENTS DIVERS.**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que suite aux arrêts maladie de l'agent de Police Municipale entre le 13/10/14 et le 23/10/14 et de l'agent en charge de l'urbanisme entre le 1<sup>er</sup> septembre 2014 et le 30 septembre 2014, l'assurance SMACL a émis un chèque de 1575,15 € pour le remboursement des indemnités journalières d'arrêt de travail.

Mme Le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter ces remboursements d'indemnités journalières d'arrêt de travail pour ces agents.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Accepte tous les remboursements d'indemnités journalières d'arrêt de travail pour ces agents.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

#### **DCM2014-127. ADOPTION DU PLAN DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS.**

Mme le Maire rappelle que par délibération du 14 octobre 2013, le Conseil Municipal a lancé l'élaboration du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE). Selon les dispositions de la loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, le PAVE est un document obligatoire. Le PAVE fixe les dispositions qui permettent de rendre accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement du territoire communal. Il met en évidence les chaînes de déplacement permettant d'assurer la continuité du cheminement accessible entre les établissements recevant du public dans un périmètre défini.

Le PAVE comporte un état des lieux de la voirie et des espaces publics au regard de la réglementation technique, complété par une approche de qualité d'usage (repérabilité, orientation, usages de la ville, ambiance architecturale et urbanistique, etc.). Le PAVE est ensuite décliné au sein d'un plan d'actions hiérarchisées, précisant les conditions de réalisation et d'évaluation de la démarche. Il comprend la recherche de solutions d'amélioration de la situation, accompagnées d'une estimation de leur coût, ainsi que l'identification de priorités d'action, à court, moyen et long terme.

Un comité de pilotage a suivi l'élaboration du PAVE. Celle-ci a été effectuée en concertation avec les acteurs locaux, notamment les associations de personnes handicapées et à mobilité réduite et les gestionnaires de voirie. Une réunion publique de présentation du PAVE a eu lieu le 27 novembre 2014.

Le Conseil Général (au titre des routes départementales et d'Autorité Organisatrice des Transports) a été consulté. Il a émis un avis favorable, daté du 19 septembre 2014. Le PAVE est consultable en mairie.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver le PAVE.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics.
- Dit que le PAVE est consultable en mairie et sur le site internet.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

**Fin du Conseil à 21h00**

**Prochain Conseil Municipal le 12 janvier 2015 à 19h30.**

Le Secrétaire,

**M. Philippe MÉREAU.**



**Informations diverses :**

Commerce : la boulangerie rue Guigné a fermé dimanche 14 décembre au soir. Pas de repreneur. Une réunion de la Commission Commerces sera organisée.

Problème de stationnement rue des Fossés, à régler.

Le 26 janvier 2015 à 18h00, présentation prospective du budget de la commune par l'Agence d'Aide aux Collectivités (ADAC).

Le 9 février 2015, Commission Finances à 18h00, Conseil Municipal à 19h30.

Du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015, consultation des acteurs de l'eau pour l'élaboration du Plan de gestion des risques du bassin Loire-Bretagne (PGRI) et sur le projet de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).([www.prenons-soin-de-leau.fr](http://www.prenons-soin-de-leau.fr))

Concert de soutien au Solstice de Beaulieu le 20 décembre, à partir de 18h00, salle des fêtes de Perrusson.

Vœux de la CCLD le 29 janvier 2015 à 18h00 à Chambourg-sur-Indre.

Le 30 janvier 2015, vœux de Beaulieu-lès-Loches à 20h00, église St Laurent.

Visite de l'atelier de M. PORCHER le 17 janvier 2015 à 10h00. Rendez-vous sur place.

Mme PÉNISSARD s'étonne de l'article de la CCLD sur les encombrants dans l'Écho Bellilocien.

M. VERDIER-PINARD souhaite que le mot de l'opposition dans l'Écho Bellilocien soit placé en dernière page.

Prochaine réunion de travail sur le PLU le 27 janvier 2015 à 14h30 et le 17 février à 14h30.

Réunion publique sur le PLU le 15 janvier 2015 à 20h00.